DECLARATION DE MOÏSE KATUMBI

New-York, le 22 septembre 2016

Depuis ce lundi 19 septembre, plusieurs localités de notre pays, la République Démocratique du Congo, et particulièrement Kinshasa, sont le théâtre d'une vague de violences meurtrières, de répressions féroces et d'exactions commises par des éléments de la Garde Républicaine, de l'armée et de la Police Nationale, sous les ordres de l'Etat.

A ce jour, nous dénombrons plus de 50 morts, plusieurs centaines de blessés graves et de très nombreuses arrestations parmi les civils et militants de l'opposition. Ces victimes ont manifesté pacifiquement pour réclamer la convocation et la tenue de l'élection présidentielle. Le peuple dans son ensemble a montré son attachement à la démocratie et au respect de la Constitution.

Par ailleurs, à la suite de déclarations haineuses de certains membres de la Majorité Présidentielle, des descentes punitives ont été orchestrées dans la ville de Kinshasa, entrainant des incendies et des morts dans des locaux et sièges de partis politiques membres de la coalition de l'opposition le « Rassemblement ».

Je m'incline devant la mémoire des nombreuses victimes dont la vie a été fauchée par la barbarie de ceux qui ont le devoir de protéger la population. C'est en défendant une grande et noble cause qu'ils ont perdu la vie. Leur sacrifice ne sera pas vain, le pays n'oubliera jamais leur courage.

Ceux qui choisissent de se mettre au service d'un régime autocratique et sanguinaire à la dérive devront répondre de leurs actes criminels.

Je lance ici un cri d'alarme et un appel au Secrétaire Général des Nations Unies, à la Procureure de la Cour Pénal Internationale, aux dirigeants des Etats démocratiques du monde entier afin qu'une commission d'enquête internationale soit instituée pour établir les faits et situer les responsabilités liées à ces graves violences meurtrières, exactions et violations des droits de l'Homme en RD Congo.

La crise politique dans laquelle notre pays est plongé est profonde. Cependant des solutions pacifiques existent.

Il faut organiser un vrai dialogue national. L'opposition politique reste ouverte à participer à un tel dialogue, inclusif et respectueux des préalables posés par le « Rassemblement », notamment la libération des prisonniers politiques, l'abandon des poursuites judiciaires

MOÏSE KATUMBI

contre les opposants et la réouverture de l'ensemble des médias privés. Les conclusions de ce dialogue devront respecter la Constitution, les aspirations légitimes revendiquées par le peuple et la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Il est aussi temps que le Président de la République Joseph Kabila prenne ses responsabilités. Au lieu de faire lire des déclarations légères et simplistes, il devrait s'exprimer sans détours sur ses intentions et assurer à la population qu'il ne briguera pas de nouveau mandat. Les élections présidentielle et législatives transparentes, crédibles, libres, inclusives et respectueuses de notre Constitution doivent être organisées au plus vite.

Nul pouvoir ne saurait résister à la détermination et à la soif de démocratie exprimées par le peuple congolais.

Moïse Katumbi

Pour toute demande d'information : info@m-katumbi.com